

Un siècle de barbarie militariste

IL Y A BIENTÔT quatre-vingt ans que s'est officiellement achevée ce qui est resté dans les mémoires comme la grande boucherie de 14-18. La Première guerre mondiale, en effet, avec ses dix millions de morts, ses vingt millions de blessés, mutilés, gazés, a marqué du sceau de l'horreur les débuts du vingtième siècle. En 1916, la seule bataille de la Somme se solda, au bout de vingt semaines de combats acharnés, par la mort de plus d'un million d'hommes : 700 000 du côté des alliés et 500 000 du côté allemand. Les souffrances, l'horrible carnage au quotidien, pousseront les soldats à refuser de marcher.

armement marquait le début de la « course à l'armement ». L'aviation, les chars, les sous-marins, tout était là pour cette guerre et préfigurait déjà les conflits à venir.

La question des nationalités, apparue sur la scène politique au XIX^e siècle, source importante du déclenchement de la Première Guerre mondiale, sera le centre des traités qui régleront la fin des hostilités militaires après l'armistice de 1918. Les « Quatorze points » du président des États-Unis Thomas Woodrow Wilson stipulaient, entre autre, qu'il était nécessaire de construire une Europe démocratique, fondée sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Les négociations d'ont nèrent lieu à des marches et à des défilés en fonction d'intérêts divers et surtout politiques et économiques respectifs des différents intervenants. Si l'on ajoute à cela la soif de vengeance des vainqueurs et l'aspiration à la constitution de bon nombre d'États-nations supplémentaires, on tient la recette d'un cocktail géopolitique explosif qui n'a pas fini aujourd'hui de produire ses effets dévastateurs.

Les négociations d'ont nèrent lieu à des marches et à des défilés en fonction d'intérêts divers et surtout politiques et économiques respectifs des différents intervenants. Si l'on ajoute à cela la soif de vengeance des vainqueurs et l'aspiration à la constitution de bon nombre d'États-nations supplémentaires, on tient la recette d'un cocktail géopolitique explosif qui n'a pas fini aujourd'hui de produire ses effets dévastateurs.

Les négociations d'ont nèrent lieu à des marches et à des défilés en fonction d'intérêts divers et surtout politiques et économiques respectifs des différents intervenants. Si l'on ajoute à cela la soif de vengeance des vainqueurs et l'aspiration à la constitution de bon nombre d'États-nations supplémentaires, on tient la recette d'un cocktail géopolitique explosif qui n'a pas fini aujourd'hui de produire ses effets dévastateurs.

Les négociations d'ont nèrent lieu à des marches et à des défilés en fonction d'intérêts divers et surtout politiques et économiques respectifs des différents intervenants. Si l'on ajoute à cela la soif de vengeance des vainqueurs et l'aspiration à la constitution de bon nombre d'États-nations supplémentaires, on tient la recette d'un cocktail géopolitique explosif qui n'a pas fini aujourd'hui de produire ses effets dévastateurs.

Les négociations d'ont nèrent lieu à des marches et à des défilés en fonction d'intérêts divers et surtout politiques et économiques respectifs des différents intervenants. Si l'on ajoute à cela la soif de vengeance des vainqueurs et l'aspiration à la constitution de bon nombre d'États-nations supplémentaires, on tient la recette d'un cocktail géopolitique explosif qui n'a pas fini aujourd'hui de produire ses effets dévastateurs.

Les négociations d'ont nèrent lieu à des marches et à des défilés en fonction d'intérêts divers et surtout politiques et économiques respectifs des différents intervenants. Si l'on ajoute à cela la soif de vengeance des vainqueurs et l'aspiration à la constitution de bon nombre d'États-nations supplémentaires, on tient la recette d'un cocktail géopolitique explosif qui n'a pas fini aujourd'hui de produire ses effets dévastateurs.

L'impréparation à la mise en œuvre concrète de ces mots d'ordre révolutionnaires, les hésitations et les attermolements des partisans du réformisme parlementaire vont sonner le glas du mouvement ouvrier. Malgré les manifestations pacifistes qui se multiplient fin juillet 1914, la CGT renoncera à la grève générale que « simultanément et internationalement organisée ».

Dès lors tout va très vite, et Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT, ayant assuré au ministre de l'Intérieur Malvy que les syndicalistes ne feraient pas obstacle à une mobilisation devenue inévitable, livrera à la boucherie le mouvement ouvrier désemparé en adhérant à l'« Union sacrée ». Les dispositions du « carnet B » n'auront même pas à être appliquées et la vague déferlante du patriotisme précipitera des millions d'individus à l'abattoir.

Il reste aux anarchistes à tirer les leçons de ce qu'il nous faut comme un passé douloureux certes, mais au-

jourd'hui révolu ou en passe de l'être. Le regard historique et l'analyse politique nous montrent que les idées et les espoirs lancés par les Proudhon, Bakounine, Pelloutier, Pouget et bien d'autres encore, sont toujours d'actualité. La classe travailleuse, qui bien qu'elle soit en panne d'idéal, descend dans la rue par millions comme en novembre et décembre derniers, pour affirmer que la question sociale est plus importante que les bénéfices des capitalistes d'industries, porte en elle ces espoirs et ces idées.

A nous de faire en sorte que le XXI^e siècle soit celui de l'anarchisme, pour qu'il n'y ait plus jamais de guerre, grande ou petite.

Jérôme Varquez
groupe Albert Camus

Note : l'ouvrage de Michel Auvray, « Objecteurs, insoumis, déserteurs, histoire des réfractaires en France » (Ed. Stock, Paris 1983), malheureusement épuisé, m'a été d'une grande utilité dans la rédaction de cet article.



Près des deux tiers des divisions furent touchées par des mutineries qui connurent leur apogée en mai et juin 1917. Ce fut le temps des « fusillés pour l'exemple » et des exécutions sommaires, sans autre forme de procès : lorsque les soldats refusaient de monter à l'assaut, c'était la balle dans le dos tirée par l'officier. La guerre de 14-18 peut être considérée comme l'entrée dans l'ère de la guerre moderne. La mise en œuvre d'énormes moyens industriels pour concevoir et produire munitions et

La grande guerre et le mouvement ouvrier

Dans les années qui précèdent la « Grande guerre » l'influence de l'anarchisme au sein du mouvement ouvrier est encore forte et l'antimilitarisme se manifeste avec une grande virulence. Le congrès fédéral extraordinaire de la CGT, réuni à Paris du 21 au 25 novembre 1912, en raison des

EDITORIAL

A quoi pensait le clairon Delaloue, à onze heures du matin, le 11 novembre 1918, lorsqu'il sonnait le cessez-le-feu ? Songeait-il aux vingt-et-un millions de morts – civils et militaires confondus – qui ne jouissaient pas de sa musique ? Se demandait-il de quoi l'avenir serait fait après ces mois de fureur et de violence ? Imaginait-il déjà le processus de pourrissement de la paix naissante qui mènerait à la boucherie suivante, celle de 40 ? Avait-il une pensée trouble pour les vaincus de cette guerre à qui on allait imposer une dette de guerre impossible à rembourser ? Ou ne pensait-il qu'à rentrer chez lui et à oublier le cauchemar dans lequel l'avaient jeté les Joffre, Nivelle, Pétain et autres Foch ?

Nous ne le saurons probablement jamais car, comme elle en a l'habitude, l'histoire ne retiendra que la mémoire de ceux qui présidèrent au massacre et pas celle des victimes. Aujourd'hui encore, alors que nous avons l'impression d'être mieux informés, combien d'entre nous sauraient nommer – et a fortiori rapporter la pensée – des acteurs sans noms des tueries de la planète ? Autre temps, mêmes erreurs ! Il n'y a que l'emballage qui change. Pour une vedette dont nous retiendrons le nom, pour qui battra notre cœur, combien faudra-t-il de doublures tout juste bonnes à faire masse dans le décors de l'épouvante ? À quoi bon cette grisaille d'anonymes et jusqu'à quand trouvera-t-on des femmes et des hommes pour en constituer la matière ? Et glorifions-nous encore longtemps le meurtre institutionnalisé ?

Combien faudra-t-il encore de victimes avant que nous comprenions que ce qui importe n'est pas tant que meurent les guerres, mais bien plutôt qu'elles ne naissent pas ?

ISSN 0026-9433 - N° 1058

M 2137 - 1058 - 10,00 F



FOP 2520

Mutualité et syndicats : deux conceptions de la protection sociale ?

Depuis un an que la lutte contre le plan Juppé a mobilisé les Français, peu de choses ont avancé. Le plan est toujours là mais pas toujours appliqué, au point que certains veulent faire grève pour son retrait et d'autres pour son application (syndicats de médecins par exemple). Ce qui est sûr dans ce grand cafouillage c'est que les propositions anarchistes concernant la protection sociale sont plus éthiques. J'invite donc les camarades à s'emparer du problème, à proposer des alternatives anarchistes sur la protection sociale. Tachons d'abord d'éclaircir certaines zones d'ombre qui expliquent les oppositions actuelles.

Deux histoires, deux projets

Historiquement divisés, récemment réconciliés mais sur des bases fra-

giles, Mutualité française et syndicats opposent deux conceptions de la protection sociale. Les divergences sont profondes mais masquées la plupart du temps par celles plus apparentes et institutionnelles entre le couple patronat-gouvernement et le couple syndicats-mutualité.

A cette lumière, les affrontements d'une grande violence entre Marc Blondel et Jean-Pierre Davant (président de la Mutualité française) ou Nicole Notat se comprennent mieux.

Il y a sûrement trop de pouvoir sans contre-pouvoirs, trop d'argent brassé de manière opaque autant que paritaire, pour que ce qui devrait faire l'objet d'un débat de tous, à la base, ne sombre dans un combat des chefs, bien décidés à conserver leurs avantages acquis de dirigeants. Querelle sur les chiffres, menaces de procès en diffamation,

les coups volent parfois biens entre ceux qui devraient être des partenaires au service des assurés sociaux contre les intérêts patronaux.

Sécurité sociale et Mutualité française : une histoire conflictuelle.

Avec la création, par ordonnance du 4 octobre 1945, de la sécurité sociale, la France est entrée dans l'ère de la protection sociale considérée comme un droit de citoyens. Aujourd'hui, ce principe fait l'objet d'une large adhésion qui ne doit pas masquer une construction conflictuelle. En effet, la création de la « Sécu » a signifié l'éviction de la Mutualité française de la gestion principale de l'Assurance maladie, remplacée d'abord à ce rôle par la CGT (puis de 1967 à 1996 par FO,

produit la séparation entre les fonctions de prévoyance (Mutualité) et de résistance (syndicats) dans le mouvement ouvrier. Syndicats et Mutuelles se créent et évoluent séparément et cela débouche sur un véritable divorce institutionnel et politique entre eux.

Le principe de sécurité qui se met en place avec l'accord du pouvoir sous le Second Empire (pouvoir qui combat l'idée et la pratique syndicale) est l'adhésion volontaire à des sociétés de secours mutuel qui assurent la fonction d'assurance maladie. Une question se pose : l'obligation ? Sous la III^e République (de 1875 à 1939), la société française, ou plus exactement sa frange dirigeante, se montre hostile aux assurances sociales obligatoires, (mises en place en Allemagne dès les années 1880), fidèle en cela à l'idéal de petite propriété qui domine la France de l'époque. Au plus, l'obligation est acceptée si elle est accompagnée du choix de la caisse et quelques pas (jamais dans le sens d'une protection sociale globale) sont fait dans ce sens : dispositifs obligatoires pour la maladie en 1893 puis pour les retraites en 1910.

Pour la plupart du mouvement socialiste de l'époque, la Mutualité est associée à un moyen de contrôle de la société par le pouvoir.

En fait, l'obligation va découler, somme toute assez naturellement, de la reconnaissance d'un besoin social collectif. Le travail des organisations mutualistes, en développant la solidarité du XIX^e siècle ne se rendent pas compte qu'en organisant la solidarité à vaste échelle, ils permettront l'obligation. Mais ils apportent aussi ces exigences précieuses et toujours actuelles que sont le refus du marché, des sociétés à profit, bref d'un pôle marchand de la prévoyance.

Un compromis se réalise dans les années 1928-1930 autour de l'affiliation obligatoire des salariés avec liberté du choix de l'organisme assureur. Les effectifs de la Mutualité doublent entre 1920 et 1939 pour atteindre dix millions. Le revers de cette situation est que le principe de neutralité sociale (surtout pas de politique!) va conduire la Mutualité française dans l'erreur, jusqu'à accepter la « révolution nationale » du maréchal Pétain en 1940.

résistance (très fortement influencé dans ce domaine par les communistes). L'inquiétude mutualiste a aussi des motifs solides : le ministre du Travail et de la sécurité sociale affirme ainsi « la nécessité de la relève de la Mutualité par le syndicalisme ».

Les opposants à la sécurité sociale, obligatoire et universelle gérée paritairement par les syndicats (ouvriers et patronaux) sous le contrôle de l'État, présentent deux arguments principaux :

- les caisses uniques départementales vont devenir des caisses étatiques, rendant la gestion paritaire illusoire;
- il faut conserver l'idée de la prévoyance, propriété personnelle (analyse néo-libérale).

Dans ce conflit, la CGT de 1945 (principale responsable de la gestion des caisses d'assurances maladie) est critiquée par rapport à la Mutualité qui selon elle « a terminé son rôle de prévoyance et d'assistance sociale ». Pour la CGT la mutualité doit être une simple courroie de transmission du mouvement syndical, lui-même dominé par le parti communiste.

En 1946, le secrétaire général de la Mutualité française parle de « mutualité cambriolée » (le personnel de la Fédération nationale de la Mutualité française est passé de 139 à 12 personnes et une partie des biens mobiliers a été expropriée).

Vers un nécessaire compromis entre Mutualité et syndicats

Rapidement vient un retour au pragmatisme. D'abord par concession du gouvernement (élection des Conseils d'administration des caisses au lieu de leur nomination par les syndicats), mais surtout par un compromis avec la CGT (la « loi Monce ») par laquelle les mutuelles peuvent devenir les sections locales du régime général. Cette loi sera peu appliquée, sauf chez les fonctionnaires, mais c'est l'armistice.

Le projet initial de la Sécu est de plus en plus amputé par les deux bouts : échappent au régime général des régimes spéciaux plus anciens et vécus comme de meilleure qualité (ex. : chemins de fer, mines) et les Non-Non (non salariés, non agricoles) qui refusent la fonctionnarisation de leur sécurité).

Chez les fonctionnaires, il y a une vive compétition entre Mutualité et syndicats pour le pouvoir au travers de l'opposition entre l'affiliation à un régime spécial ou au régime général. Un référendum ●●● page 2



le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

et depuis peu par la CFDT); dans un cadre paritaire avec le patronat, sous le contrôle du gouvernement. Cet enjeu de pouvoir a transformé la Mutualité (obligée de s'adapter) mais aussi le projet initial de sécurité sociale obligatoire, égalitaire et universelle.

L'origine du conflit

Une des causes de ce conflit est l'éloignement entre syndicats et Mutualité au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il puise sa source dans la Révolution française : interdiction de l'Union des travailleurs sur des bases professionnelles, et donc des syndicats, par la loi Le Chapelier de 1791. Il se concrétise au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle par la tolérance du pouvoir face aux mutuelles qui contraste avec une violente répression de l'action syndicale, ce qui

La mutualité rate le rendez-vous de 1945.

La Mutualité manque complètement le rendez-vous de 1945. La réaction des mutuelles est très défavorable à la création de la Sécu. Elles pensent que leur institution est condamnée. Elles appuient leur inquiétude sur l'exemple anglais où, avec le plan Beveridge (qui fiscalise l'assurance sociale), le pouvoir remplace un mouvement associatif d'entraide vieux d'un siècle et très performant par l'« État-social ». Mais ce n'est pas ce qui a été choisi pour la France par le pouvoir issu de la

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Mutualité et syndicats : deux conceptions de la protection sociale ?

suite de la page 2

tranche en faveur du régime spécial (position mutualiste), avec une majorité de 56 %. Le porte-parole de la CGT parle alors de « fonctionnaires égarés », avant de se rallier. De fait le conflit va se tasser. Même si encore en 1951, R. Lavielle - statut du commandeur de la Mutualité - déclare encore que « le sentiment d'obligation est une morale de troupeau » et parle de la Mutualité comme de « l'autre grande muette dont la neutralité est le dogme absolu ». C'est (progressivement) la fin de la Mutualité des notables. En 1968 la mutualité passe du concept de neutralité à celui d'indépendance. Le conflit Mutualité contre syndicats semble définitivement apuré dans les années 1980. La Mutualité se prononce même pour « le maintien et le développement d'un régime obligatoire de haut niveau avec lequel elle entend coopérer ».

La concurrence pour le pouvoir se poursuit.

Dans les années 1990, le système est ébranlé. Alimenté par la volonté gouvernementale de privatiser partiellement la protection sociale (ce qui conduit les pouvoirs successifs à augmenter l'importance du fameux « trou de la Sécu » pour pouvoir le brandir en épouvantail) l'idée que la protection sociale fonctionne mal s'installe et ouvre la porte à des réformes de fond. Reste, derrière les manœuvres politiciennes, que les français payent de plus en plus de cotisations pour une médecine de plus en plus chère et de plus en plus mal remboursée, cela ajouté à un brouillard complet sur la gestion des caisses et l'usage de l'argent des assurés. Le système bouge et la Mutualité entend bien tirer son épingle du jeu, forte de résultats probants dans sa gestion de la complémentaire maladie et d'une image positive. Les

mutualistes ont des idées et entendent bien participer plus largement au système. Pour cela il faut dénoncer le fonctionnement de la gestion paritaire actuelle. Cela conduit parfois à des situations cocasses. Par exemple, à charge du système actuel, Davant parle de 600 000 exclus du système de protection maladie, forçant Blondel à se faire l'avocat du diable en minorant ce chiffre qui accuse la longue gestion de Force ouvrière (162 000 selon FO). Inversement pour les syndicats à l'exception de la CFDT cogestionnaire, il s'agit de refuser toute évolution du système, de peur que la moindre réforme soit le premier pas vers une remise en cause du mode actuel de gestion. Pour cela Marc Blondel se fit explicitement le défenseur de la médecine libérale, refusant par principe que les dépenses puissent être excessives (cela voudrait dire, entre autres, mauvaise gestion). Résultat, FO qui s'est longtemps cru le partenaire incontournable du gouvernement perd l'assurance maladie. Pas plus que les autres, le syndicat de Blondel n'a de propositions, laissant la voie libre aux libéraux de tous bords.

Décidément, il existe un besoin durable de propositions anarchistes sur la question de la protection sociale. Des idées qui ne soient à la remorque de personne et dépassent la nécessaire opposition à des plans Juppé ou autres. Ces idées qui doivent puiser notre tradition d'entraide, mais en même temps être neuves et tournées vers l'avenir, peuvent et doivent être au cœur des mouvements sociaux à venir. Jusqu'à présent, nous nous sommes contentés d'être les troupes de choc des syndicats, d'être sur la défensive quand il s'agissait de proposer, avec le sentiment du « dos au mur », cela ne peut plus durer.

Franck Gombaudo
groupe Sabate (Rennes)

La prison mortifère

LORSQU'ON DÉPASSE un certain nombre d'années d'enfermement, ce n'est plus de « réinsertion », dont il faudrait parler, mais, sans rien de religieux, de résurrection. Tout dépend de l'individu et de sa capacité d'auto-protection et d'instinct de conservation qui se traduit par la révolte. On reste vivant tant, qu'on s'indigne et s'étonne.

J'ai souvent entendu dire, comme un proverbe ou une phrase toute faite : « cinq ans, ça commence à être la prison ». Je crois que ce chiffre cinq, cette frontière, va avec le fait que 90 % des détenus ne sont plus prévenus et en ont fini avec tout ce qui concerne le judiciaire : instruction, procès, cassation, transfert, etc.

En précisant bien les guillemets, une fois les « distractions pénales » closes, l'individu se retrouve seul face à la peine à purger et à lui-même. C'est dans la tête que commence une autre prison.

Sans le moindre humour, on pourrait presque dire : « Le plus dur est fait. Reste le pire ». Il se produit donc une cassure interne passé X d'années, le chiffrer exactement ou scientifiquement serait une fausseté. Tout dépend du bonhomme. Pour un innocent, par exemple, il peut se briser intérieurement en moins d'une année.

Suite au dossier des détenus de Moulin Yzeure (ML n°1053), en rapport à la mort, peut-être ce fameux « Tout me fait rire » que certains bagnards se tatouaient sur le front. Au-delà du folklore carcéral, il y a à un sens vrai qui mérite réflexion. La chair ne ment jamais.

Pour moi, la chose est très claire, trop de prison vous fait passer de l'autre côté, pas forcément la mort en elle-même, puisqu'elle n'est pas physique. Ce serait trop simple. Non, on casse la machine à vivre, la machine à l'intérieur de l'être.

Cet autre côté où l'on se trouve malgré soi change le regard que l'on a sur la vie. Tout paraît fort. Tout ! La civilisation en premier et dans son entier semble fausse, vide, creuse, en trompe l'œil. D'où la difficulté de revivre dans les décors du monde. On joue là face, oui, mais on ne vit pas vraiment. Je parle d'une fois sorti des murs.

Cette difficulté de prendre la vie et les autres au sérieux nous place comme en attente de mort. Il est bien difficile de traduire un sentiment, mais c'est grosso modo cela ; tomber dans un semblant de vie pour faire plaisir à ceux qui vous aiment encore (famille, etc.). Ces empêchements de crever d'un coup. On se met à respirer pour les autres. Soit-même ? On ne se pose même pas la question.

Cela semblera dur à certains, mais, une fois dehors, on en arrive à purger les années qu'il reste à vivre de la même façon qu'on a purgé les années de prison. L'un en attente de mort, l'autre de sortir. C'est ainsi que s'atteint le point de non retour et

que la récidive agit et fauche un gros pourcentage d'individus « morts en fait ».

Bien sûr, cela ne s'applique pas à tous. Une minorité en a conscience, et je pense que cette minorité là pour se donner un sens et un but de vie, se politise, une fois encore pour les autres, un peu de la façon dont un retraité jardinerait. Sans réelle conviction politique, mais pour éviter cette souffrance « d'être mort » et de vivre tout de même avec tous les besoins des vivants : dormir, manger, etc.

Fasse que personne ne s'offusque, mais, toujours sur la mort, certains détenus en somme, sont comme les « chiens », une année de leur vie en compte sept de celle de la vie des gens prétendus-libres, ce qui fait qu'un détenu faisant dix ans de prison aurait mentalement 7x10 = 70 ans d'âge. C'est évidemment une image.

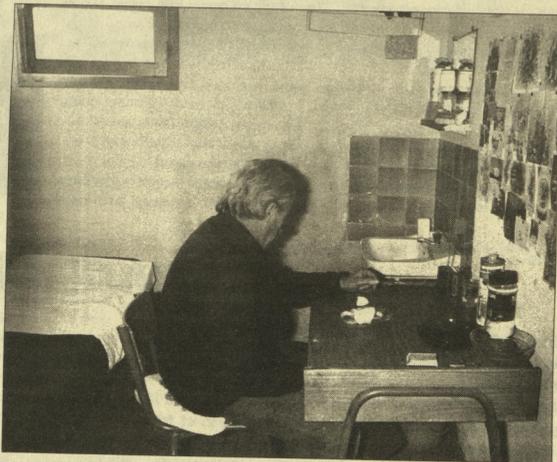
Cette vieillesse d'âme (qu'on me passe le mot) fait que l'individu étant trop lucide, il se produit un suicide interne. On ne croit plus à la vie. On croit à la mort. La seule idée concrète et réelle, la seule qui mérite réflexion devient la certitude de la mort. Les détenus à de longues peines expérimentent à leur corps défendant cette terrible réalité et la vie ensuite quotidiennement à l'extérieur.

Un détenu faisait tous les soirs cette prière : « Fasse que demain je ne me réveille pas ». Il se réveillait tous les matins et éclatait de rire. De haine. Ce serait bien que de vrais psychologues se penchent avec sérieux sur ce trio qu'est la prison, le rire et la mort.

Tant que le fond n'est pas abordé, les institutions, quelles qu'elles soient, sociales, psychiatriques, etc., ne pourront remettre au monde les « morts vivants » de l'enfermement. Mort vivant est le terme exact, le plus juste, puisque la prison est un cimetière d'où l'on sort.

Hafed

(15 ans de prison, en attente d'un procès en cour d'assises).
Fleury-Mérogis-septembre 96.



En bref

■ Le n° 25 de l'Encre noire vient de paraître. L'Encre noire est une revue J. R. Caussimon de la FA (Nancy) ainsi que des sympathisants. Il est disponible contre trois timbres à 3 F en écrivant au CAES, 76, rue Léonard Boursier, 54000 Nancy.

■ Le groupe Les Temps nouveaux de la FA vend le Monde libertaire tous les samedis de 11 à 12 heures au marché Saint-Martin. Groupe Les Temps nouveaux, c/o CEL 29277 Brest cedex.

■ Un groupe libertaire vient de se créer à Blois. Son adresse est : Groupe libertaire de Blois, B.P. n° 1 41190 Molineuf.

■ En vue de la constitution d'un groupe à Evreux, il est possible de contacter les militants FA par l'intermédiaire des Relations Intérieures (FA, 145, rue Amélot).

■ Les 9 et 10 novembre aura lieu l'université d'automne de la Ligue des droits de l'homme à la Cité universitaire de Paris. Différents ateliers : Le droit peut-il produire de l'égalité ? Egalité femmes-hommes ; Service public, politique de la ville et égalité... Renseignements au 01 44 05 87 29.

■ Libertad et la CNT-RP co-éditent « La colonne de fer - Espagne 36 ». Il s'agit d'un ouvrage format 21x15 d'environ

300 pages enrichi de photos et de documents inédits sur les membres de la colonne. La parution est prévue pour fin 1996. On peut souscrire au prix de 60 F au lieu de 70 F. Libertad, 21, rue de l'Argonne, 94400 Vitry-sur-Seine.

■ Le collectif libertaire Haut-marnais Germinal change d'adresse : Germinal, B.P. 78, 52003 Chaumont cedex.

■ Le collectif libertaire de Toulon a une page sur internet : <http://www.worldnet.fr/jfr>. Notre adresse e mail est jfr@worldnet.fr. On peut aussi y contacter les militants de la FA et ceux du réseau No pasaran de Toulon.

■ Le numéro 8 d'Ab irato vient de paraître. 10 F. Ab irato, B.P. 328, 75525 Paris cedex 11. En vente aussi à la librairie du Monde libertaire...

■ En collaboration avec la section libertaire de SAT (travailleurs espérantistes), la CNT, section française de l'AIT, vient d'éditer une version en esperanto des statuts de l'AIT. On peut se la procurer au prix de 10 F les 10 exemplaires auprès de CNT, Esperanto - Fako, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

■ On peut contacter le groupe Spartacus de la FA à Clermont-ferrand en écrivant à Spatacus c/o CNT, 9, rue abbé Banier, 63000 Clermont-ferrand.

La balade des sans-papiers (suite)

Initié par le collectif des sans-papiers de Seine-Saint-Denis, la coordination de l'Ile-de-France a décidé de poursuivre la tournée de la caravane à travers toute la région parisienne (renseignements au 01 43 72 15 73). Elle se terminera par une manifestation le 30 novembre. Le collectif du 18^e arrondissement de Paris accueillait récemment les « caravaniers ». Au programme : extrait du film* et débat avec des représentants des collectifs. Plus de 200 personnes sont venues, ce qui confirme l'intérêt porté à la lutte des sans-papiers par les habitants du quartier. La réunion comme si vous y étiez...

Le début de votre lutte remonte à plus de sept mois, vous étiez trois cents avec des enfants à investir l'église Saint-Ambroise. Qu'est-ce qui vous a poussé à initier cette forme de lutte ?

Nous avions chacun d'entre nous, multiplié et essayé toutes les formes possibles de démarches individuelles. Nous avions déposé des dossiers auprès de l'ensemble des organismes officiels ou associatifs. Rien n'aboutissait jamais. Nous étions dans une impasse, nous avons donc eu un double objectif : conjuguer ensemble nos efforts et attirer l'attention du public sur nos problèmes. Saint-Ambroise a été investi en mars pour pouvoir expliquer à l'opinion que les étrangers vivent des situations intolérables. La seule solution était de mettre au grand jour ce débat. Nous avions l'impression que nous subissions la répression, l'intimidation, les humiliations dans l'indifférence générale.

Nous voulions aussi démontrer que cette situation indigne, inhumaine est partagée par un grand nombre d'hommes et de femmes vivant ici. Le nombre de collectifs qui se créent tant à Paris qu'en province le montre (aujourd'hui, il existe 24 collectifs). C'est déjà une victoire pour nous. Nous sommes là, nous sommes des être humains, nous existons, nous ne nous

considérons plus comme des clandestins. Maintenant, vous (le gouvernement) devez tenir compte de nous, vous devez résoudre le problème que nous posons.

Faire passer des messages vers l'opinion

Nous en avions assez d'être considérés comme responsables de la crise. C'est facile de désigner des boucs émissaires, de nous accuser des dysfonctionnements de la société française :

- le chômage, c'est la faute des étrangers ;
- il n'y a pas de logements, c'est la faute des étrangers ;
- les écoles sont surchargées, c'est encore la faute des étrangers...

Nous nous sommes levés aussi pour expliquer au plus grand nombre que tout cela est faux. Depuis vingt ans, le nombre d'étrangers en France est en régression. S'il y a plus de trois millions de chômeurs officiels, ce n'est pas à cause de nous. C'est la société qui crée la misère. Le système économique a besoin d'un nombre important de chômeurs afin de servir de chantage vis-à-vis des autres travailleurs.

La lutte des sans-papiers est une lutte d'une partie des travailleurs, car l'objec-

tif réel de ceux qui nous dirigent n'est pas de chasser tous les immigrés. Au contraire, ils ont besoins de travailleurs clandestins, qui étant dans une situation précaire seront serviles et à la disposition des patrons. Nous nous sommes levés pour dire : nous sommes aussi des travailleurs, nous sommes agressés à longueur de journée et nous nous adressons à l'ensemble des salariés, nous sommes tous concernés.

Les lois racistes

Nous les subissons tous les jours, c'était aussi une nécessité de les dénoncer. Au début, la plupart des organisations nous déconseillaient d'investir ce terrain. On nous disait que c'était un combat perdu d'avance. Pour nous il est essentiel de dénoncer ces lois. Pas uniquement les lois Pasqua mais toutes les lois qui depuis vingt ans mettent les étrangers dans une situation invivable. En fait toutes ces lois sont cohérentes avec la politique menée par les grandes institutions mondiales (FMI, G7...). En France vous avez le plan Juppé, dans nos pays respectifs, nous subissons depuis longtemps les plans de la Banque mondiale qui ont des effets encore plus graves. Le néo-colonialisme n'est pas un mot vide de sens, les gouvernements des pays riches continuent de nous exploiter.

Le nombre de collectifs ne cesse de croître.

Si à Saint-Ambroise nous étions essentiellement Africains et Maghrébins, depuis peu nous voyons apparaître des asiatiques. Cela fait partie des succès de notre lutte. Nous avons fait prendre conscience à beaucoup de personnes que seule la lutte paie. Quand on est nombreux à se lever et à dire non, on vous respecte. C'est pourquoi il faut encore élargir la lutte, ce combat, il faut le gagner. Déjà, nous avons gagné le fait que l'ensemble du problème des sans-papiers et toute les conséquences que l'on vient de décrire est sur la place publique. Nous avons lancé le débat et c'est une victoire.

Nous avons aussi en partie changé la mentalité d'une partie de la population. Le terme « clandestin » signifie pour la plupart des gens quelqu'un qui a quelque chose à se reprocher, donc à ne pas fréquenter. Nous avons cassé cette image.

Les journaux annoncent que quelques cas ont été régularisés...

Attention, à part les parents d'enfants français de Lille, Versailles et de Nantes, pour tous les autres ce sont des récipiés de trois mois (sans droit de travailler pour la moitié). Lundi 28 octobre une partie d'entre nous étaient convoqués à

la préfecture de Paris pour recevoir des titres provisoires de séjours. Arrivés sur place, « on » nous a fait comprendre que le ministère de l'Intérieur s'opposait à une quelconque régularisation des occupants de Saint-Bernard.

Pour les 24 collectifs sur l'ensemble du territoire la lutte continue, d'autant plus que vous êtes nombreux à nous aider.

Les coups de hache du mois d'août ne nous étaient pas seulement adressés, c'était un double symbole :

- le gouvernement voulait casser les « mauvais étrangers ». Ceux qui luttaient, qui se lèvent pour dire non et ainsi garder ceux qui travaillent docilement ;
- ils voulaient aussi casser un autre symbole. Celui qui faisait que nous pouvions vivre et lutter ensemble, Français et étrangers. Ils ont voulu et veulent toujours nous diviser, nous opposer : Français contre immigrés, chômeurs et travailleurs, hommes et femmes, etc. Nous avons tous le même adversaire et notre lutte commune le démontre au plus grand nombre. Cela, ils ne le supportent pas !

Pour nous il n'y a pas de Noirs, de Jaunes, d'Arabes, de Blancs mais des êtres humains qui tous ensemble luttent pour leur dignité.

Propos recueillis par le groupe Louise Michel

* La balade des sans-papiers » vidéo disponible à la librairie du Monde libertaire (200 F)

Itinéraire de la caravane des sans-papiers en Ile-de-France

Du 2 au 10 novembre : Hauts-de-Seine • du 11 au 18 novembre : Val-de-Marne • du 19 au 25 novembre : Essonne • du 26 au 29 novembre : Val-d'Oise • samedi 30 novembre : rendez-vous national à 14 h 30 à République.

Lille

Réponse à Monsieur le préfet

Samedi 2 novembre, après 24 jours de grève de la faim, le comité des sans-papiers de Lille a annoncé la suspension imminente de cette grève. Cette décision a été prise après de longues réflexions sur les « propositions » de la préfecture du Nord, fortement sujettes à caution et très en deçà des revendications des sans-papiers. Elle a été faite sous la pression d'une intervention imminente des « forces de l'ordre » et celle de l'Eglise réformée (propriétaire du lieu) qui ne donnait aucune garantie quant à son soutien aux sans-papiers en cas de poursuite du mouvement de grève. Une reprise est cependant loin d'être écartée.

Quoi qu'il en soit, la lutte continue, et notamment une marche nationale Nord-Sud des sans-papiers vers l'Elysée, dont une colonne partira de Lille le 10 novembre vers Roubaix jusqu'à Paris.

Le 31 octobre 1996, la délégation des sans-papiers et le réseau contre les lois Pasqua et toutes les lois anti-immigrés ont été reçus par la préfecture en la personne de M. Walmetz (préfet délégué), M. Raifaud, M. Rosbek, M. Fast et M. Gennequin. La préfecture nous a annoncé que sur la liste de 31 grévistes de la faim, elle propose onze « régularisables » par des Autorisations provisoires de séjour (APS), douze pour lesquels elle peut délivrer un sursis à exécution de la décision d'expulsion, quatre ont déjà une APS et quatre qui ne peuvent pas être régularisés. Sur les 57 parents d'enfants français, quatorze sont régularisables, douze sont en instruction, treize sont inconnus de la préfecture du Nord, cinq font l'objet d'une saisine du procureur de la République et treize sont refusés. Sur les 143, toutes les autres situations confondues, 68 refus de régularisation et 55 régularisables dont « certains

immédiatement », les quarante autres sont à l'OFPPA ou en instruction ou encore ont des dossiers incomplets et deux font l'objet d'une saisine du procureur. C'est sur la base d'une

telle information que la préfecture demande l'arrêt de la grève de la faim et l'expertise du médecin de la DDASS pour pouvoir attribuer les APS.

Nous lui avons fait observer qu'il serait normal et juste que les quatre détenteurs d'APS puissent recevoir dès lors des récipiés, d'autant plus que l'un d'eux est détenteur d'une APS renouvelée depuis quatre ans. C'est à ce moment précis que la délégation préfectorale nous apprend que pour deux de ces détenteurs d'APS il y a saisine du procureur et un refus pour les deux autres. Cet aveu de dernière minute dans des négociations présentées par la préfecture comme « sincère et véridique » pose un grave problème de confiance.

Nous rappelons que l'objectif de notre mouvement demeure la régularisation des sans-papiers. Toutefois les grévistes de la faim ont décidé de suspendre leur action dès lors que la préfecture aura concrétisé ses promesses :

- l'attribution des APS et des sursis à exécution des mesures de reconduite ;
- la délivrance de la liste des régularisables ;
- Puis dans un second temps :
- la motivation des refus ;
- la prise en compte des compléments de dossiers à notre disposition et la liste des dossiers incomplets ;
- des récipiés avec autorisation de travail ;
- la garantie que ceux ayant droit à la carte de dix ans l'obtiennent.

Comité des sans-papiers de Lille



Kurdistan : un peuple « orphelin de l'univers »

LES RÉCENTS ÉVÉNEMENTS au nord de l'Irak et dans le sud-est anatolien illustrent surtout le sort funeste des Kurdes, pions constamment ballottés entre les intérêts géopolitiques et économiques de certaines puissances proche orientales.

« Nul ne peut nous faire subir ce à quoi nos propres politiciens nous assujettissent » affirme avec une amertume virant à la colère Sabri Suleiman (30 ans), Kurde irakienne exerçant à Munich en qualité de pédagogue sociale. En visite chez ses parents, elle avait pu quitter le secteur d'Erbil juste avant « le début de la catastrophe ». Le 31 août, des miliciens du Parti démocratique du Kurdistan, appuyés par l'artillerie et les tanks irakiens, avaient arraché cette cité de 600 000 âmes aux escouades de l'Union Patriotique du Kurdistan, au grand désarroi de la majorité des habitants. Sabri Suleiman ne cesse de tempêter contre Massoud Barzani, le leader du PDK et Jalal Talabani, le numéro un de l'UPK : « ils ont tout gâché pour le pouvoir et l'argent... Ils n'ont aucun scrupule... Le Kurdistan pourrait être un si beau pays, si seulement ces deux âmes le permettaient... » (1).

Sauvage répression incessante

Les Kurdes, descendants des Mèdes, vivent sur un territoire mordant sur cinq pays : 12 millions dans l'est et le sud-est de la Turquie, 5 dans l'ouest iranien, 4 dans le nord irakien, 800 000 en Syrie, 200 000 en Arménie; 480 000 s'efforcent de s'intégrer outre-Rhin à « l'économie sociale de marché... ». Après l'effondrement de l'Empire ottoman, ils se virent accorder un État indépendant, conformément aux stipulations du Traité de Sévres (10 juillet 1920). Mustapha Kemal Atatürk « jeta la nouvelle carte dans la poubelle de l'histoire mondiale » (2). Le Traité de Lausanne (24 juillet 1923) ne prévint plus de Kurdistan; la région entre Kirkouk et Mossoul, au sous-sol prospère en or noir, tomba sous mandat britannique avant sa cession à l'Irak. En 1924, le fondateur de la « Turquie moderne » écrasa dans le sang une rébellion kurde. L'anéantissement de villages, le massacre et la déportation de milliers de personnes préfigurèrent les infortunes qui frappent notamment depuis août 1984 d'innombrables Kurdes installés dans dix provinces turques. En 1946, profitant de la mansuétude de Joseph Staline, les Kurdes édifièrent dans le nord-ouest de l'Irak la République de Mahabad. La même année, les troupes soviétiques se retirèrent et le chah Mohammed Reza Pahlavi radia l'unique État kurde qui existât à ce jour. L'ayatollah Ruhollah Khomeyni réprima tout aussi sauvagement « sa » minorité. 1988 apparut comme une année particulièrement terrible pour les Kurdes irakiens : des milliers de bourgades évacuées de force, détruites systématiquement, environ 60 000 civils kurdes « disparus » sans laisser de traces... Le déluge chimique, déversé le 16 mars 1988 par les escadilles de Saddam Hussein contre la population de Halabja (5 000 périrent sur-le-champ, plus de 3 000 ultérieurement des conséquences des bombardements), hante encore les mémoires, mais n'avaient guère troublé les « démocrates » occidentaux qui soutinrent et équipèrent depuis 1979 le despote de Bagdad. A l'issue de la seconde guerre du Golfe, des Kurdes, espérant en vain le concours des sauveurs du Koweït, s'insurgèrent en mars 1991. La soldatesse irakienne, profitant des dissensions meurtrières entre le PDK et l'UPK, mit féroce fin à la sédition dans les villes. Américains, Britanniques et Français instaurèrent le mois suivant une « zone de sécurité » au nord du 36e parallèle afin de soustraire les Kurdes à la rage exterminatrice du nouveau « Satan » si choyé jusqu'en août 1990... Près de 2 millions avaient fui ces terres inhospitalières, principalement vers l'Irak et la Turquie. La résolution onusienne n° 688 d'avril 1991 avait enjoint au régime irakien de respecter les prérogatives de l'ensemble des citoyens... A l'automne 1992, les alliés déclarèrent les étendues, au sud du 32e parallèle, surtout peuplées de chiïtes, « espaces inviolables » interdits aux incursions de l'aviation irakienne.

L'embargo décrété par l'ONU à l'automne 1990 a plongé le Kurdistan dans un dénuement épouvantable. Le 28 octobre 1991, à l'issue d'un second soulèvement rapidement annihilé, l'exécutif irakien décida un blocus, déconnectant « le Kurdistan autonome » de l'ensemble des services publics centraux. Ce processus de délitement surnois induisit également la déperdition des potentialités agricoles. Les personnes déplacées furent intégrées dans des structures urbaines périphériques; leurs étiques sources de revenus dépendirent principalement des aides gouvernementales, du patronage des mustashar (chefs de clans) ou de la « générosité » d'entrepreneurs. Faute de denrées alimentaires suffisantes, de chauffage,

d'essence, de produits pharmaceutiques; les Kurdes, qui ne susciterent, à l'exception de mouvements humanitaires, aucun élan de solidarité de la communauté internationale; s'enfoncèrent dans une précarité qui les rendit extrêmement vulnérables, mais aussi réceptifs à toute velléité de bienveillance éventuelle manifestée par un État du secteur.

Querelles et contradictions

Ni les USA, ni l'Union Européenne ne reconnaissent les instances législatives et exécutives mises en place à l'issue du scrutin du 19 mai 1992. De plus, la politique du « fifty-fifty » (un ministre d'une formation secondée par un collègue d'une autre disposant de compétences identiques...) paralysa totalement la prise de décisions. L'UPK accusa le PDK (3) de garder pour lui les droits douaniers provenant du florissant transit pétrolier avec la Turquie (875 000 F par jour). Maintes querelles éclatèrent à propos de la distribution des surfaces agraires. Après les négociations de Paris, fin juillet 1994, la paix, toute relative, fut rompue en décembre 1994. Les 10 et 11 juillet 1995, des plénipotentiaires du PDK et de l'UPK se rencontrèrent à Drogheda près de Dublin en vue de clarifier les sujets de discorde. Les accords, visant explicitement le respect des intérêts de la Turquie, contrairement l'Irak, la Syrie et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dont les troupes s'opposent aux miliciens du PDK de fin août à mi-décembre 1995.

Le 24 septembre, 20 000 soldats et gendarmes paramilitaires encerclèrent 250 rebelles du PKK dans la province orientale turque de Tunceli. Depuis le 15 août, un millier de « terroristes » auraient succombé. Tansu Çiller, ministre des Affaires Étrangères, s'arc-boute à son intention d'établir une zone tampon provisoire, large de 20 kilomètres, au-delà de la frontière irakienne sur une bande de 331 kilomètres... Autant pour juguler un éventuel flot de requérants d'asile que pour modifier subrepticement les délimitations du sanctuaire national,

confirmant des visées expansionnistes manifestées précédemment en mer Égée... De facto, le périmètre de sauvegarde dans le nord n'existe plus. L'opération « Provide Comfort » servit abondamment les desseins de la Turquie. Ainsi, lorsque 35 000 hommes investirent, le 20 mars 1995, un territoire de 8 400 m² pour éliminer des bases du PKK, les appareils de reconnaissance Awacs secondèrent efficacement l'avancée des blindés. Depuis le 8 septembre 1996, 39 000 kurdes ont trouvé refuge en Iran, 20 errant au Kurdistan irakien, soit six fois moins que les chiffres annoncés par les « observateurs » onusiens dont la mission baigne, là aussi, dans un flou malaisément décryptable... Combien périrent à Erbil, Süleymanya, Degala, Koisanjak, Dokan, Rania, Qualat Diza, tombées en septembre sous la coupe du PDK et reprises à compter de mi-octobre par l'UPK?



Partisans armés de Massoud Barzani devant le parlement à Erbil

Aujourd'hui comme hier, nonobstant l'accord de principe du 22 octobre quant à un cessez-le-feu (promptement ignoré jusqu'au 24 par les miliciens de l'UPK) entre les deux antagonistes, les Kurdes traités, à l'instar de la population irakienne, « en sous-êtres humains » (4) feront les frais des manœuvres impérialistes comme des intrigues de leurs « seigneurs de la guerre ».

René Hamm — Le 25 octobre 1995

- (1) Quotidien berlinois Die Tageszeitung du 9 septembre 1996
- (2) Gerd Höhler dans la Frankfurter Rundschau du 4 septembre 1996
- (3) Contrairement aux affirmations de René Berthier (M.L. du 12 septembre 1996), le PDK ne s'est pas trouvé « évincé de ce jeu de commerce »
- (4) cf. le remarquable essai de Jacqueline Sammal à Être Kurde, un délit? Portrait d'un peuple nié » chez l'Harmattan — novembre 1995

Salut Georges

L'Internationale des fédérations anarchistes perd un compagnon de route

Nous venons d'apprendre le départ de notre vieux compagnon de route bulgare Georges Grigoriev, plus connu sous le nom de Balkanski qui, âgé de plus de quatre-vingt-dix ans s'est éteint le 12 octobre à Sofia, en Bulgarie.

Il commença à se revendiquer anarchiste à partir de 1920. Il entra d'ailleurs à la Fédération anarcho-communiste bulgare un an plus tard, en 1921.

Devant les diverses activités anarchistes et la répression orchestrée par le régime en place, il échappa de justesse à une tentative d'assassinat, perpétrée par les royalistes, en 1925. Il se réfugia alors, pour un temps, en Tchécoslovaquie. Retournant plus tard, et pour quelques temps en Bulgarie, il partit faire des études agronomiques en France.

En novembre 1936, il est présent comme délégué de la Fédération anarcho-communiste bulgare, au congrès de la CNT-FAI.

Il retourne en Bulgarie en 1938 et 1939, il y connaît la prison puis les camps de concentration et sera libéré le 19 septembre 1944. Cependant, après une année de semblant de liberté du régime marxiste, le congrès du Parti communiste bulgare décida d'éliminer le mouvement anarchiste. Il y eut ainsi mille compa-

gnons qui se retrouvèrent dans les camps de concentration. Georges réussit à échapper à ce sort et quitta la Bulgarie pour s'installer définitivement en France dans les années cinquante. Il participe activement à l'activité du mouvement anarchiste bulgare en exil, à travers notamment l'Union des anarchistes bulgares, et apporte sa pierre à la construction de l'IFA.

Après la chute du mur de Berlin et l'écroulement du régime soviétique, il retourne en Bulgarie où il retrouvera sa compagne bulgare ainsi que de nombreux compagnons déjà âgés sortant des camps. Il développe alors une activité certaine afin d'apporter un soutien concret à la résurgence du mouvement anarchiste bulgare et notamment à la Fédération anarchiste bulgare. Tout au long de sa vie, en France et jusqu'à ses derniers voyages en Bulgarie, il aura reçu le soutien de celle qui tout au long de sa vie d'exil en France aura partagé son existence. C'est d'abord à cette dernière, Madeleine que nous exprimons toute notre tristesse et notre soutien, mais aussi à sa famille bulgare qu'il a revue après quarante années d'absence, ainsi qu'à nos compagnons de la Fédération anarchiste bulgare qui viennent de nous rejoindre au sein de l'IFA.

Manuel

Quatrième rentrée à l'école libertaire

TOUS ÉTAIENT LÀ le 2 septembre 1996 pour cette quatrième rentrée de Bonaventure. Onze enfants de trois ans et demi à dix ans. Trois adultes pour les aider sur le chemin qui mène forcément à de drôles de vie... Nathalie, présent depuis mars, Fadila depuis fin juin et Bernard... déjà un an.

Il fallait d'abord retrouver les lieux fraîchement repeints pendant les vacances par des parents et amis, se les réapproprier... le repas, les histoires, les premiers travaux.

Des cadeaux venus de Mèze, nouveaux logiciels pour les ordinateurs, livres draps pour des calicots (pochoirs réalisés les deux premiers jours, imprimés sur tissus puis suspendus, permettant de manger à l'ombre), des livres par dizaines venus de Paris, des courriers, des bises de l'Ariège, une expo faite par d'autres amis de Lille comme cette autre étagère rouge présente désormais à Bonaventure. En oubliant le squelette sorti tout droit d'une grande boîte!

Le matériel aussi quotidien que crayons, feutres, papier, fichiers

arrivé cet été (de France, de Belgique... merci) devait rappeler à tous qu'une année de recherches, de projets, d'écrits, de calculs commençait. S'installer, ranger le matériel indispensable pour les travaux en atelier et travaux individuels prit également quelques heures.

Le mardi 3 septembre devait permettre de retrouver les bases d'une vie collective forte... Commencer à organiser ensemble l'emploi du temps, ouvrir « la boîte à propositions », la boîte à « bravos » et la boîte à râlage appelée « grognon » (toute les explications sur demande!). Terminer le rangement, discuter des premiers projets qui sont la réalisation d'une fresque murale en septembre et une classe transplantée de dix jours à Paris et dans l'Aisne en octobre, sans compter sur la poursuite des travaux de juin... déjà tout un programme!

Le mercredi, les travaux se précisaient avec les premiers choix dans les apprentissages ou notions à acquérir à moyen ou court terme en maths, français...

Les jours suivants avec Michel de Liège, à peine arrivé, le projet

fresque suscitait discussions et premières ébauches... En quelques jours des idées qui se précisent, des choix collectifs associant enfants et adultes.

Petits et grands écrivaient ou téléphonaient parallèlement au fur et à mesure de leurs choix aux musées de Paris pour obtenir tarifs renseignements divers...

Premiers plannings de responsabilité, premier Conseil d'enfants, premier courrier reçu du Sénégal, premiers articles pour un second journal des enfants, premiers rires et premiers pleurs...

Premiers articles, première photo de rentrée dans un journal local... premier interview « des petits agneaux » de Bonaventure par Michel et André de la revue Silence de Lyon.

Un camion acquis en juin grâce à vos souscriptions qui nous per-

met de circuler encore plus librement. Il redémarre lui aussi. On reprend la route, alors si l'on peut croiser certains itinéraires ne nous en privons pas... Écrivez-nous, écrivez-leur pour commenter leur journal, pour leur proposer votre aide, votre soutien (1) dans leurs recherches...

(1) Nous sommes à la recherche de documents (vidéo, audio, livres, dossiers, infos, références, histoires, contes...) pour l'ensemble de leurs projets : le poney, l'âne, le cheval, Amérique du Nord, pôle nord et pôle sud, Afrique et Sénégal, météo (construction d'une station, photo satellites), énergie solaire (construction d'un four solaire, etc.), des jeux coopératifs...

Bonaventure, 35, allée de l'Angle - Chaucre - 17190 Saint-Georges d'Oléron

Bernard Lebœuf



Nouvelle rentrée, nouvelle équipe!

Début juillet 1996, le congrès de Bonaventure s'était intéressé à la dichotomie qui existait entre les activités de la matinée et celles de l'après-midi.

En effet, un audit réalisé par Jacinthe Rosa et Michel Négrell (membres de la commission « regard extérieur » en avril 1996, avait révélé, entre autres, que pour les enfants : « le matin c'était dur, et l'après-midi c'était cool ». A cette période, Bernard - l'institut - intervenait le matin, et les animateurs l'après-midi. De crainte de voir Bonaventure se partager en une école le matin et un centre de loisirs l'après-midi, beaucoup d'adhérents présents ont demandé à l'équipe de consentir à un effort, tant du point de vue du contenu pédagogique et de la qualité de chaque intervention, que du point de vue d'une réelle coopération entre les « professionnels ». Cela se passait début juillet...

Nous voici en septembre et c'est la rentrée. Si cette rentrée démarre avec les mêmes enfants que l'an passé, elle commence également avec une nouvelle équipe; Bernard, enseignant qui entame sa deuxième année; Fadila, éducatrice de jeunes enfants qui intervient plus particulièrement auprès des petits et moi-même, animatrice (arrivée fin avril 1996).

Nous avons mis l'été à profit pour travailler dur, chacun de notre côté, qui sur de nouveaux projets, qui sur l'apprentissage de la lecture, qui sur la pédagogie différenciée, etc. De réels efforts ont été consentis, il y a beaucoup à apprendre en peu de mois, la persévérance et la rigueur. De plus, après les deux premières semaines, les bases d'une véritable coopération ont été posées. Actuellement, Bonaventure envisage une classe transplantée à Paris au mois d'octobre : les trois éducateurs ont trouvé leur place dans ce projet et travaillent d'arrachepied avec les enfants pour organiser ce voyage.

De nouvelles méthodes de travail sont aussi envisagées, plus proches de la pédagogie Freinet, elles permettraient une collaboration optimale au sein de l'équipe et respecteraient mieux le rythme des enfants, mais je vous en reparlerais prochainement.

Nathalie Campos

Bonaventure en Toscane

C'EST EFFECTIVEMENT en Toscane que s'est tenue la troisième foire de l'autogestion les 5, 6, 7 et 8 septembre.

Quatre jours de débats, de rencontres, de fêtes et de spectacles sur l'autogestion, quatre jours d'autogestion grandeur nature pour les quelques 150 personnes présentes (plus les visiteurs d'une heure ou d'un soir). C'est environ 80 groupes, associations, librairies, locaux, coopératives... anarchistes, autogestionnaires, alternatifs... qui se sont associés pour monter cette foire.

Deux jours de convivialité, de chaleur et d'intenses discussions pour Nathalie et moi (toutes deux parents d'enfants scolarisés à Bonaventure) qui étions venues présenter Bonaventure. En effet, le débat du vendredi après-midi était consacré à l'éducation libertaire et aux écoles autogérées. Y intervenaient le lycée autogéré de Paris (dit « LAP » pour les initiés), Sandschool (école privée britannique), deux instituteurs italiens présentant la situation des professionnels de l'éducation dans ce pays et leur marge de manœuvre bien étroite, un universitaire spécialiste des sciences de l'éducation qui s'est chargé de faire le lien théorique entre chacune des interventions, et nous-mêmes... ouf! De longues interventions en préambule au débat; ce qui n'a pas empêché les quelques quatre-vingt personnes qui s'étaient installées dans la salle de conf' d'assister jusqu'au bout... jusqu'à ce que nos estomacs nous rappellent que l'autogestion italienne *al dente* c'est aussi très bon.

Nous avons présenté le projet Bonaventure et l'évolution que connaît l'école qui a fait cette année sa quatrième rentrée (nouveaux professionnels...). Bonaventure n'était pas un sujet neuf pour un nombre non négligeable de participants. En effet, nous étions déjà intervenues lors de la

première foire de l'autogestion qui s'était tenue à Alessandria en 1994. Et l'une d'entre nous a animé deux débats à Bologne ce printemps, à la suite desquels une fête de soutien à Bonaventure a été montée par des étudiants organisés en un groupe d'Etude pour une Ecole autogérée. Les bénéfices de la fête (1000 F environ) ont été reversés à l'école.

Cette foire nous a donné aussi l'occasion de rencontrer un des acteurs de Sandschool, une école différente située dans le sud-ouest de l'Angleterre. Sandschool qui a ouvert ses portes en 1987, accueille une quarantaine de jeunes âgés de onze à dix-huit ans. Sept à huit adultes (pour environ cinq postes) travaillent dans ce centre. C'est une école différente qui revendique l'égalité des salaires des intervenants adultes, qui refuse tout programme officiel mais

organise les apprentissages au rythme des projets des adolescents, qui prend ses décisions collectivement lors d'assemblées où adultes et jeunes sont représentés, où il n'y a pas de supérieur, où les punitions ont été jetées à la poubelle depuis longtemps. Pour autant Sandschool a un statut d'école privée, c'est ainsi que la scolarité est payante (aménagée selon les ressources des parents, voire gratuite dans certains cas), et que les permanents partagent plus la pénurie que de véritables salaires (ils perçoivent un tiers de la moyenne des salaires de prof « normaux »). Il n'en reste pas moins que cette école nous a bien intéressée et que nous gardons le contact. Tout comme nous gardons le contact avec les organisateurs de cette foire... à l'année prochaine donc!

Thérèse Preux

A LA PETITE SEMAINE Les nuls

Franchement, nous ne voyons pas ce qui pourrait avoir de particulièrement scandaleux la confirmation du travail de taupe de Charles Hernu au profit de l'URSS.

Tous les États dignes de ce nom entretiennent à grands frais des services secrets qui ne se sont jamais embarrassés de scrupules ou de morale exigeante dans leur chasse aux informations. La fin, là encore, justifie les moyens, et le recrutement sauvage d'hommes politiques, militaires, diplomates et autres valeurs marchandes des nations en fait partie. Le renseignement français n'opère pas autrement; il serait donc peu élégant de reprocher à d'autres États la participation à ce petit jeu immonde destiné à conforter leur toute-puissance.

Les gazettes franchouillardes pleurnicheront en parlant de déloyauté, de trahison, d'honneur sali et autres foutaises. Après tout, si le héros minable de l'affaire Greenpeace éprouvait quelque attrait pour la liberté « goulaguisée » et la pensée psychiatriquée, c'était son droit, et sera déçu qui veut. On a l'idéal qu'on peut, et il était de toute évidence difficile de demander mieux à cette idole de gauche des « gueules de vache ».

Soixante-dix ans de dictature rouge n'auront pas empêché, avec ou sans taupes, que le régime pourrît et ne laisse que pourriture. L'aide, appointée ou non, de ce sergent-chef du PS au pays des soviets aura donc à peu près connu la même efficacité que l'abordage glorieux du Rainbow-Warrior.

Ce personnage n'aura été, dans la cohorte d'espions, de compagnons de route et de partis frères, qu'un nul parmi des nuls.

Floral

LECTURE

Benjamin Péret : poète et révolutionnaire

A PRES « Le Droit à la Paresse » de Lafargue ; après la « Modeste proposition – Ô combien actuelle – pour empêcher les enfants des pauvres d'être à la charge de leurs parents » de Swift ; après Sade ; La Boétie ; après le « Dieu et l'État » de Bakounine, il convient de saluer, sans restrictions, d'un coup de soleil rouge et tranchant, la parution de l'excellent texte de Benjamin Péret, « Le Déshonneur des Poètes », aux éditions des Mille et une Nuits.

Manifeste de la poésie véritablement révolutionnaire écrit en opposition à « L'honneur des poètes », recueil de détritiques patriotards, ce texte de Péret souleva un véritable tollé parmi les bardes et les tenants de la poésie dite de célébration. Nous sommes en 1945 et la mode est aux « listes noires », au chauvinisme exacerbé et, réalisme oblige, à la politique de la main tendue entre chrétiens et stalinien. Louis Aragon, dans une France où les vocations de résistant fleurissaient aussi soudainement que les pissenils sur le fumier, passait allègrement du rôle d'aboyeur du Guépéou – en lequel il voyait jadis la « figure dialectique de l'héroïsme » (1) – à celui de patriote professionnel. Dans le style faux derche nationalo-moralisateur, il y avait encore l'ancien dadaïste Georges Ribemont-Dessaignes – que Benjamin Péret surnommait « Grand-Rat Déjeté » – pour y aller de son petit couplet : « Dans une plaquette intitulée « Déshonneur des poètes », Benjamin Péret avait cru bon d'insulter ceux qui, au mépris du surréalisme pur, avaient choisi l'action directe, nationale, politique... et étaient restés en France, sur les lieux du crime... » (2). Dans ce climat d'après-guerre particulièrement favorable à toutes les compromissions, où l'obscurantisme sous toutes ses formes servait de terreau aux nouveaux fétiches, « Le Déshonneur des Poètes » n'avait d'autre objet que de rétablir la poésie dans sa véritable vocation. Il s'ensuit que la critique développée par Péret, loin de remettre en cause ceux qui avaient lutté contre le nazisme, s'attaquait essentiellement à la transformation de la poésie en slogan publicitaires. A cette poésie de circonstance étalée dans « L'honneur des poètes », dans laquelle la flagornerie rythmait la célébration des chefs providentiels, du catholicisme et du patriotisme, Benjamin Péret oppose la poésie : « source de toute connais-

sance et cette connaissance elle-même sous son aspect le plus immaculé ».

C'est assurément au nom d'une conception élevée de la poésie et, au-delà, de la signification même du fait culturel, que Benjamin Péret réagit à l'encontre des poètes dits résistants. Sa mise en relief des liens indissolubles entre l'art et la révolution ; entre la poésie en tant que volonté de « changer la vie » (Arthur Rimbaud) et l'acte révolutionnaire comme condition à la transformation du monde, procèdent d'une conception globalisante de la créativité où l'éthique, fondée sur le désir et la révolte, s'allie à l'esthétique. Pourtant, si pour Péret il existe une parfaite adéquation entre la qualité de poète et celle de révolutionnaire, il ne s'ensuit pas qu'il y a identité entre le terrain de l'action sociale et celui de la poésie. Et c'est bien là tout le sens du « Déshonneur des Poètes », que d'insister sur le risque qu'accompagne l'acte poétique de se perdre lorsqu'il se met au service d'une finalité qui lui est extérieure.

Dès sa constitution, dès ses premiers textes fondateurs, le surréalisme s'est voulu plus et autre chose qu'une école littéraire. Et, manifestement, des paroles prophétiques du jeune Rimbaud : « La poésie ne rythmera plus l'action ; elle sera en avant. » (3), à ce « cri de l'esprit qui retourne vers lui-même et est bien décidé à broyer ses entraves, et au besoin par des marteaux matériels » (4), le chemin parcouru par la révolte surréaliste n'a eu cesse de tendre vers des horizons où la vie se déploie, enfin, à hauteur d'homme. Aussi, critiquant la tournure liturgique, le retour à l'alexandrin, l'enserrement de la parole poétique dans le carcan des formes fixes et périmées qui caractérisent les productions des poètes « résistants », Péret y dénonce une mise au pas de la parole où forme et contenu « réagissent l'un sur l'autre dans une course éperdue à la pire des réactions » (5). C'est donc au nom des principes irréductibles du surréalisme, dont il fut une des figures de premier plan, qu'il critique cet usage de la poésie comme palliatif servant à exalter les valeurs patriotiques tout en laissant intact le système qui est à l'origine de l'aliénation humaine. Exemple particulièrement saillant de la mise au pas de la poésie, cette ode à Joseph Staline de Paul Eluard parue dans l'*Humanité* du 8 décembre 1949, illustre et corrobore parfaitement le sens et la teneur du propos de Péret :

Staline dans le cœur des hommes est un homme
 Sous sa forme mortelle avec des cheveux gris
 Brûlant d'un feu sanguin dans la vigne des hommes
 Staline récompense les meilleurs des hommes
 Et rend à leurs travaux la vertu du plaisir
 Car travailler pour vivre est agir sur la vie
 Car la vie et les hommes ont élu Staline
 Pour figurer sur terre leur espoir sans bornes

Hormis le débat portant spécifiquement sur les moyens, les buts et la finalité de l'activité poétique, la trajectoire militante de Péret disqualifie totalement le propos de Dessaignes que nous avons cité plus haut. Depuis son séjour au Brésil où, dans les années vingt il se fit expulser en tant qu'agitateur « communiste », à sa présence dans les rangs du POUAM et ensuite dans les milices anarchistes pendant la révolution espagnole, tout nous révèle que pour lui « les lieux du crime » se trouvaient partout où l'homme était livré en pâture à l'exploitation et à l'asservissement. Militant révolutionnaire internationaliste, rejoignant dès les débuts le combat de l'opposition au stalinisme, ses choix politiques, pour lui qui était si peu consensuel, s'inséraient dans une perspective située bien au-delà de l'alternative : Dictature ou démocratie bourgeoise. Dans sa postface au « Déshonneur des Poètes », Joël Gayraud conclut sur la cohabitation du geste critique et du jaillissement de la parole poétique chez Péret. C'est sans doute là, dans ce souci toujours maintenu de ne faillir ni à l'un ni à l'autre, qu'il faut voir les raisons du mauvais accueil qui fut fait à ce texte lors de sa parution. Du reste, par ces temps où, depuis belle lurette, les poètes sont loin d'être les seuls à se déshonorer, c'est un acte de salubrité mentale que de lire Péret.

Alfredo Fernandes. – Individuel FA (Ab Irato)

* Le Déshonneur des Poètes. Benjamin Péret. En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.

- (1) Louis Aragon in « Prélude au temps des cerises », 1931
- (2) Georges Ribemont-Dessaignes in « Déjà jadis », Ed Julliard, 1958.
- (3) Arthur Rimbaud in « Lettres dites du « voyant » », Ed NRF, Poésie Gallimard.
- (4) Déclaration du 27 janvier 1925 in « Tracts surréalistes et déclarations collectives », Ed Eric Losfeld.
- (5) Benjamin Péret in « Le Déshonneur des Poètes »

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 14 de 12 à 14 heures :
 Tempête sur les planches interview Armand Gatti
 pour sa création sur Jean Cavallès.
 Représentation de l'Enfant-rat de Gatti
 au théâtre international de langue française.

samedi 16 de 21 heures à minuit :
 Avis de Tempête reçoit Thierry Meissan
 du Réseau Voltaire.

THÉÂTRE

Liberté à Brême. Fassbinder

Une table, une porte, une étroite fenêtre par laquelle se dessine le sommet du clocher de l'église, et le décor est planté. En dépit de l'exiguïté de la scène, Marie Hermès, qui a mis en scène *Liberté à Brême* de R.W. Fassbinder, sait rendre l'ambiance de ces villages bourgeois du début du siècle dernier, en Allemagne. De Brême précisément ; Brême où Gesche Gottfried fut exécutée, le 21 avril 1831, parce qu'elle avait assassiné quinze personnes.

Partant de ce fait divers, R.W. Fassbinder écrit cette courte pièce de théâtre dans laquelle, au delà de l'anecdote, il se débarrasse – le plus radicalement qu'il soit – de différentes catégories d'opresseurs : maris violents, hommes d'affaires, parents moralisateurs, militaires, etc., dans une cascade d'empoisonnements dont on se demande s'il faut en rire ou s'en inquiéter. Odile Roire campe une Gesche qui oscille entre la folie et un libertarisme touchant au mysticisme... une espèce d'ancêtre des féministes contemporaines avec l'humour en plus.

Mais, contrairement à certaines de ces dernières, elle ne limite pas ses revendications à la reconnaissance de son égalité avec le reste de l'humanité sexuée et ne perd pas de temps en manifestations revendicatrices bébêtes, elle va au fond du problème et évacue les fâcheux.

On peut regretter que les acteurs ne mettent pas dans l'interprétation de leurs personnages toute l'outrance que l'on devine dans le texte – traduit en français, il est vrai – ; mais, le spectacle mérite quand même le détour. Œuvre de jeunesse d'un humoriste révolté, *Liberté à Brême*, telle qu'elle vous est ici proposée, mérite que vous fassiez le détour par le Théâtre de la Huchette.

Alain L'Huissier – Groupe de la Villette

Liberté à Brême de R.W. Fassbinder. Théâtre de la Huchette, 23, rue de la Huchette, 75005 Paris. Téléphoner pour réserver au 01 43 26 38 99. 100 F au lieu de 160 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio libertaire.



I NO PASARAN!

Le passage de relais (dans la lutte contre le fascisme) entre un vieux libertaire espagnol exilé et un jeune punk libertoïde constitue la trame de ce roman policier à nul autre pareil tant du point de vue du style (échevelé) que du rythme (endiable) des mots et des phrases. Tout un symbole qui ne pouvait qu'aller droit au cœur d'une petite bougie comme Bonaventure qui s'obstine elle aussi à lutter contre l'obscurité!

Ce livre de 80 pages paraîtra en novembre 1996 et sera vendu 20 F au profit de

l'école libertaire Bonaventure.

Aussi, si vous aimez les polars qui décoiffent et si vous souhaitez soutenir financièrement une petite école libertaire laïque et gratuite qui depuis maintenant trois ans et demi s'efforce sans subvention aucune d'apprendre à lire, écrire, compter... à une dizaine d'enfants en les éduquant à et par la liberté, l'égalité, l'autogestion, la citoyenneté, l'entraide... vous pouvez d'ores et déjà commander ce livre. Envoyez vos nom et adresse ainsi qu'un chèque (20 F pour un exemplaire, 80 F pour 5, 140 F pour 10) à l'ordre de Bonaventure à : BONAVENTURE, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

Petite chanson dans la pénombre

La couverture du livre a de quoi rebuter : on la dirait sortie d'une mauvaise série B, et il y a fort à parier qu'elle rebuttera effectivement nombre de lecteurs. Cela est d'autant plus regrettable que Anne Duguël (alias Gudule) nous offre avec cette Petite chanson dans la pénombre un livre passionnant. Si l'émotion est à la clef, ce n'est pas dans un cimetière une nuit de pleine lune qu'il faudra la chercher. L'histoire, atroce en elle-même, est tristement réelle et même terriblement d'actualité, puisqu'il s'agit du viol et du meurtre d'une fillette par un pauvre type, alcoolique ordinaire. Mais voilà que l'esprit de l'enfant martyrisé n'a pas trouvé de repos, et cherche toujours à se venger. C'est ainsi qu'il finira par se glisser subrepticement dans une poupée Barbie, laquelle appartient à une délicieuse fillette, que l'esprit va peu à peu transformer en outil de vengeance.

Il est bien difficile de quitter ce roman une fois qu'on l'a commencé, et la dureté des propos n'exclue pas l'humour ; vous ne regarderez plus jamais les poupées Barbie de la même façon, et ce choix de Gudule n'a rien d'innocent ! Réflexions accrues sur la vie, les hommes, l'enfance, la mémoire, le côté fantastique renforce la vision d'un quotidien qui pourrait être le nôtre, un quotidien parfois terrifiant. Bien loin d'un discours moraliste (non, une fois vengé, l'esprit ne va pas au paradis ! Et il n'y a ni dieu ni diable dans ce roman), Gudule-Anne Duguël invente pour notre plus grand bonheur, le genre « fantastique libertaire ». Et cette Petite chanson dans la Pénombre n'a pas fini de vous hanter...

Cathy Ytak

En vente à la librairie du Monde libertaire, 55 F

Coups et blessures dans le Poitou

Le néo-fascisme en action

HUREUX LECTEURS du *Monde libertaire*, vous apprenez il y a quelques semaines que le stand abritant (délicieuse formule) les membres du groupe de Poitiers de la Fédération anarchiste avait connu une agression fasciste dans le cadre, convivial et familial, du forum des associations de cette bonne ville. Deux militants sur le carreau (ça va mieux, merci), quelques autres personnes « lacrymogénisées » et une sympathique indignation de la population et des associations de gauche, cela aurait pu se résumer ainsi. Mais voilà, les fascistes n'avaient pas envie de s'en tenir là... Qui plus est quand ils bénéficient de la passivité complice de différentes autorités publiques dites démocratiques. C'est parti, on vous raconte tout sur le Poitou et les fafounets.

Les dernières infos sur l'agression de la FA

Peu enclin à demander la répression étatique mais pas fou, le groupe de Poitiers décida collectivement qu'un seul camarade porterait plainte (une plainte pour deux blessés, c'est pas cher), pour des raisons administratives (dix jours d'arrêt maladie) et de sécurité (savoir qui et pourquoi). Un des journaux locaux ayant eu, magnifique naïveté ou sombre bêtise, la bonne idée de publier les noms des deux militants blessés (des fois que les fachos voudraient finir le boulot...) oubliant, pudeur démocratique ou déontologie choisie, de citer le nom de la personne interpellée et mise en examen.

Celui-ci, nous dit un peu plus tard le juge d'instruction, s'est présenté comme le secrétaire du Front national jeunesse de Châteauroux, très poli il a donné le nom de son copain, castelroussin lui aussi mais n'a malheureusement pas pu renseigner le juge (un homme très aimable au demeurant, puisque tout cela lui rappelait, nous a-t-il dit en souriant, le bon vieux temps où il était en fac de droit...) sur le nom du comparse poitevin, un certain Stéphane, qui avait guidé ce petit monde dans les méandres des stands associatifs de sa ville. Bref on peut être au FNJ et poli avec la police, quitte à mettre des amis dans l'embarras (il est vrai que cela ne prête guère à conséquence, comme vous allez voir). Bref, le groupe FA se fend à la suite d'un communiqué de presse, précisant l'appartenance au FNJ de notre bavard croque-mitaine... Silence de la presse locale qui s'en tient à quelques généralités du communiqué, première complexité d'une autorité publique, toute morale celle-ci (on ne rit pas...) : les médias.

Un congrès annoncé de Renouveau étudiant

Pour en finir, signalons que nos énévés de la matraque s'étaient ombragés, la veille de leur tournée dans le Poitou, d'une manifestation à Tours contre la venue du pape, manifestation qu'ils avaient identifiée comme libertaire (il est vrai que nous étions nombreux, mais quand même!). Le lendemain, ils cherchaient donc à casser du « gauchisme », repérant le stand FA après avoir délaissé le stand Ras l'Front, mal placé pour recevoir leur petite sauterie.

Un mois plus tard, la presse locale

(que ferait-on sans elle) nous apprenait que « Renouveau étudiant », soi-disant syndicat étudiant du Front national, envisageait de tenir son congrès à quelques kilomètres de Poitiers, à proximité du Futuroscope, temple de la modernité et du travail précaire, cher à Monory, président du sénat mais aussi du Conseil général de la Vienne.

La nouvelle apprise une semaine avant la date prévue laissait un temps assez court pour la mobilisation. Ayant fait le tour de la gôche poitevine, cette nouvelle électrisa tout ce que cette gôche possède comme relais. Que l'on en juge, à l'exception de la CFDT et de la FEN (on ne rit pas, bis) qui s'engageaient courageusement à décrocher leur téléphone pour appeler le préfet, les différents participants à une de ces réunions unitaires qui fait tout l'ennui de la vie militante, décidaient de manifester devant le lieu supposé de cette rencontre, un Novotel, bien connu pour être le lieu habituel des agapes néo-fascistes du FN. Dans la foulée, on voyait même réapparaître une organisation dont la discrétion est exemplaire tant que des élections ne sont pas en vue : le Manifeste contre le Front national, antenne jeune du PS.

Patatras! Le directeur du Novotel en question dément, il n'est pas question de recevoir ce congrès, car de toute façon « ça nous emmène que des tracas » : il faut dire que depuis 1992, le groupe FA ainsi que quelques personnes de la mouvance libertaire se sont « chargés » de lui apporter ces tracas en organisant, et sans aucun appui de la gôche, des manifestations devant ses murs quand le FN s'y installait. Bref, on est dans le vague complet, Renouveau étudiant a choisi la « clandestinité ». Toutefois le mercredi précédent la date prévue du congrès, une manifestation à forte présence jeune est organisée, bien tranquillement dans le centre de Poitiers. Nous devons alors supporter la concurrence entre le Manifeste et Ras l'Front, avec en sous-main la concurrence entre les deux UNEF, celle-ci recoupant celle-là. Ce jour là, le Manifeste a même fait venir du SO de Paris, ce qui lui permet d'apparaître en première ligne et de rafler la mise médiatique à la barbe de Ras l'Front, furieux mais un peu court... Nous sommes en pleine magouille politique opposant le « pôle radical » de gôche au PS. Écœurés, et un peu courts nous aussi, il être honnête, nous signalons que pour nous la plaisanterie s'arrête là : en absence d'informations précises sur le lieu de congrès et n'ayant aucune envie d'être amalgamés aux gesticulations d'une gôche qui s'apprête à faire voter pour elle en brandissant la menace FN, nous nous retirons du panier de crabes.

Des coups de marteaux...

A la date du congrès (le week-end du 19-20 octobre), le téléphone fonctionnelle, « on » connaît finalement le lieu de réunion, un petit château, prêté par des artistes peintres, dans le centre de Jaunay-Clan, bourgade sacrifiée au dieu païen local, le Futuroscope. Les personnes qui passent les coups de téléphone pour rameuter le petit personnel manifestant n'ont d'évidence aucune conscience de ce que veut dire

une mobilisation de ce genre là, dans des conditions de ce genre là, pour des clients de ce genre là. A une question, banale pour un quelconque militant antifasciste conséquent, sur « qu'est-ce qui est prévu si les fachos sortent? », la réponse est, magnifique naïveté ou sombre... (bis) : « ils ne sortiront pas ».

Ben voyons! Tableau : une cinquantaine de gens discutant gentiment à 50 mètres du lieu de congrès de Renouveau étudiant, tenant même pour certains des enfants à la main. Et ceux qui ne devaient pas « sortir » sortent : matraques et marteaux à la main. D'abord à quatre (dont, nous assure-t-on le complice du bavard, voir plus haut, en cavale et soi-disant recherché par la police), puis à une trentaine, toujours outillés et distribuant force coups. Bilan : cinq personnes à l'hosto, dont un élu municipal et des copains de la mouvance libertaire. Belle opération en somme! Dans la rue deux gendarmes immobiles et le lendemain un directeur de cabinet du préfet qui explique que s'il avait mis plus de gendarmes sur le lieu des festivités le public lui aurait reproché leur absence sur les routes du département... Cette autorité publique a au moins le sens de l'humour, les blessés auront apprécié... Un journal local fera quand même un reportage honnête sur les événements, pour les autres médias, on ne sait pas vraiment qui a agressé l'autre...

Et des coups fourrés

Pour finir, le grotesque est encore à venir. Suite aux violences, l'association locale de Jaunay-Clan « Vivre autrement », dont est président l'élu blessé, décide de convoquer une réunion dans le village. Pour cela est demandée une salle municipale, et le maire de poser ses conditions : dépôt d'une caution de 10 000 F, assurance contre les dégâts possibles, sécurité policière. Et le maire de publier un communiqué dans la presse locale sur les incidents prévisibles, etc. En fin de compte l'association décide d'annuler la réunion, ne se sentant pas capable de garantir la sécurité des participants, et celle-ci se tient tout de même... sur la pelouse, devant la salle en question avec pas loin de 200 personnes, dans la nuit et sous quelques gouttes de pluie, comme quoi cette association porte bien son nom : on y fait des réunions « autrement »...

Résumons nos aventures poitevines : en un mois sept blessés par les sbires du Front national, un gusguis prétendument recherché par la police qui matraque toujours (papa Freud vous dirait que...), un préfet très attentif à la circulation routière, une presse si attentive à la déontologie qu'elle livre les noms des militants anarchistes agressés et se garde bien d'en dire plus sur les agresseurs, un maire qui protège ses concitoyens en les livrant aux bestiaux de Renouveau étudiant et en leur empêchant, de fait, de se réunir pour s'organiser. Douce France!

Et en plus, vous savez pas quoi? Hé bien le 9 novembre, au même endroit et à la même heure, chez les mêmes artistes peintres, doit se réunir le congrès départemental du FN. Dis tonton, pourquoi tu tousses... On vous racontera, on y sera.

Groupe Berkman, Poitiers

LYON

4^e journée libertaire samedi 9 novembre

organisée par l'union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste

Débats

- 11 h - 12 h 30 : La révolution espagnole : autogestion libertaire, Etat et organisations républicaines;
- 11 h - 12 h 30 : Opression des femmes et sexisme;
- 14 h - 15 h 30 : Immigration : montée de l'extrême droite, racisme d'Etat et lutte des sans-papiers...;
- 14 h - 15 h 30 : Mondialisation de l'économie et délocalisations;
- 16 h - 17 h 30 : Lutttes sociales (temps de travail, sécu, salaires...);
- 16 h - 17 h 30 : Drogues : liberté individuelle, aliénation et logique d'Etat;
- 18 h - 19 h 30 : Lutttes sociales en Europe (avec des anarchistes italiens et allemands);
- 18 h - 19 h 30 : Violences : inégalités sociales, discours sécuritaires et politiques répressives

Tables-rondes

- 11 h - 12 h 30 : Salarariat, chômage et précarité;
- 14 h - 15 h 30 : Avortement et contraception;
- 16 h - 17 h 30 : Immigration et lutttes des sans-papiers;
- 18 h - 19 h 30 : Services publics;

Expos

Violences faites aux femmes; Espagne 1936; 100 ans de presse libertaire;

Vidéos

« Roger et moi », « La révolution libertaire espagnole de 1936 » (diaporama), « Zéro de conduite », « Galères de femmes », « Ecoutez la bourse du travail », « La rue nous appartient », « Sans-papiers, délit d'exil », « Des femmes libres dans la révolution espagnole ».

Meeting à 20 heures

Concert à partir de 20 h 30

avec Karim duo (blues jazz) et Mamboreta (salsa et afro-cubain). Danses orientales...

**au CCO 39, rue Georges Courteline
Villeurbanne - bus 27, 37, 38, 69**

A G E N D A

samedi 9 novembre

MONTREUIL : Journée-débat organisée par le CRIDA (Centre de recherche, d'information et de Documentation anticraciste) avec deux tables rondes. A 14 heures : **L'extrême droite en France**; à 17 heures : **L'extrême droite en Europe**. A partir de 19 heures, buffet, animation musicale avec Igor Agard. Maison ouverte, 17, rue Hoche.

lundi 11 novembre

LILLE : Journée antimilitariste organisée par le groupe Humeurs noires et le Centre culturel libertaire Benoît Broutchoux. A 15 heures : projection des « **Sentiers de la gloire** » de Stanley Kubrick; 17 h 30 : conférence-débat, à **bas toutes les armées!**; 21 heures : **chansons rouges et noires** par Christian Leduc, chanteur engagé et enragé. Prix libre, en soutien aux sans-papiers lillois. Le CCL est toujours au 1-2 rue Denis du Péage (M^e Fives ou Marbrerie).

samedi 16 novembre

LYON : Débat à **15 heures à la librairie La Gryffe** avec Jean-Pierre Duteuil, éditeur de Enseignement de la Révolution espagnole. Le débat sera précédé d'une vidéo de 50 mn.

ARGENTEUIL : Conférence-débat organisée par le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste sur le thème **anarchisme et organisation** à 18 heures, salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.